

**PROGRAMME DE  
DOCUMENTAIRES  
D'AUTEUR DE  
LANGUE ANGLAISE**  
**PRINCIPES DIRECTEURS**  
**2010-2011**

## TABLE DES MATIÈRES

1. PRESENTATION DU FONDS DES MEDIAS DU CANADA .....	2
1.1 Comment lire ces Principes directeurs.....	2
2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR DE LANGUE ANGLAISE .....	3
2.1 Introduction.....	3
2.1.1 Définitions relatives au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise : productions internes et productions affiliées .....	3
2.2 Nature de la participation financière.....	3
2.3 Montant de la participation financière.....	4
2.3.1 Participation du FMC .....	4
2.3.2 Dépenses admissibles .....	4
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées .....	5
2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage.....	5
2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la publicité et à la mise en marché .....	5
2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques .....	5
2.4 Évaluation du projet dans le cadre du processus de sélection .....	5
3. ADMISSIBILITE AU FINANCEMENT.....	7
3.1 Requérents admissibles .....	7
3.2 Projets admissibles.....	7
3.2.TV La composante télévision .....	8
3.2.TV.1 Exigences fondamentales.....	8
3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels.....	8
3.2.TV.2 Genres .....	9
3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens .....	9
3.2.TV.4 Exigences diverses .....	10
3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles.....	10
3.2.TV.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion.....	12
3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion .....	12
3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires.....	13
3.2.TV.6 Financement minimal d'une tierce partie .....	14
3.2.MN Composantes médias numériques.....	14
3.2.MN.1 Contenu canadien.....	15
3.2.MN.2 Contenu non admissible .....	15
3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens .....	15
3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur .....	15
3.2.MN.5 Exigences diverses .....	16
4. CONFORMITE ET DECLARATIONS.....	17
4.1 Présentation des documents.....	17
4.2 Non-conformité aux Principes directeurs .....	17
4.3 Fausse déclaration .....	17
5. PRESENTATION DES DEMANDES.....	18

## Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FMC à [www.cmf-fmc.ca](http://www.cmf-fmc.ca). Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars.

*Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FMC à [www.cmf-fmc.ca](http://www.cmf-fmc.ca).*

## 1. PRESENTATION DU FONDS DES MEDIAS DU CANADA

---

### À propos du Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada favorise la création d'applications logicielles et de contenus canadiens populaires et novateurs pour les plateformes numériques actuelles et émergentes par l'intermédiaire d'un soutien financier et de recherches sur l'industrie. Créé par les entreprises de distribution par câble et par satellite et le gouvernement du Canada, le FMC entend mettre les Canadiens en contact avec les différentes manifestations de leur créativité, les rapprocher les uns des autres et du monde.

Le FMC attribue son aide financière dans le cadre de deux volets : le volet expérimental et le volet convergent. Le FMC encourage la création de contenus qui représentent la diversité des langues parlées par les Canadiens et des régions du pays dans lesquelles ils vivent.

Pour de plus amples renseignements sur les programmes, les résultats, la gestion et la gouvernance du FMC, visitez [www.cmf-fmc.ca](http://www.cmf-fmc.ca).

### À propos du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise

Le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise, qui fait partie intégrante du volet convergent du FMC, favorise le développement des documentaires d'auteur de langue anglaise. Le FMC reconnaît les caractéristiques propres à ce genre.

#### 1.1 COMMENT LIRE CES PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou des composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents – c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques – sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

À moins d'avis contraire, le terme « télédiffuseur » tel qu'il apparaît dans ces Principes directeurs englobe à la fois les télédiffuseurs traditionnels à heures fixes et les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet; le terme « télédiffusion » englobe à la fois les télédiffusions traditionnelles à heures fixes et les contenus offerts par l'intermédiaire d'un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

## 2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR DE LANGUE ANGLAISE

---

### 2.1 INTRODUCTION

Le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise est un programme pilote conçu dans le but d'encourager la production de documentaires d'auteur. Pour être admissibles en vertu de ce programme (voir la [section 3.2](#)) les projets doivent être des documentaires d'auteur ou à caractère créatif uniques selon la définition fournie à l'annexe A des présents Principes directeurs. Les projets admissibles doivent être convergents : ils doivent comporter une composante télévision (voir la [section 3.2.TV](#)) et une ou des composantes médias numériques (voir la [section 3.2.MN](#) ou une présentation sur demande de la composante télévision, la distribution numérique de la composante télévision ou encore une combinaison de ces trois éléments. Dans le cadre de ce programme, les projets admissibles sont soumis à un processus de sélection par le FMC reposant sur une grille d'évaluation (voir la [section 2.4](#)). Les projets admissibles peuvent bénéficier d'une aide financière jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale consentie par projet (voir la [section 2.3.1](#)) et d'autres restrictions spécifiées.

Pour bénéficier d'un soutien financier dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur, un projet doit répondre à tous les critères d'admissibilité et à toutes les exigences relatives au genre énoncés dans les Principes directeurs du FMC. La composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal d'un télédiffuseur canadien (voir la [section 3.2.MN.4](#)). La composante télévision doit faire l'objet d'un financement minimal provenant d'une tierce partie (voir la [section 3.2.TV.6](#)). La composante télévision ne doit pas obligatoirement être assortie d'une entente de télédiffusion confirmée au moment du dépôt de la demande, mais doit respecter les modalités de la section 3.2.TV.5 – c'est-à-dire obtenir des droits de diffusion admissibles correspondant à l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion qui s'applique – et être financée à 100 % d'ici le 6 décembre 2010 (voir la [section 5](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de diffusion sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

Les productions affiliées et les productions internes (voir la [section 2.1.1](#)) ne sont pas admissibles à ce programme.

#### 2.1.1 Définitions relatives au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise : productions internes et productions affiliées

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est une entité qui est affiliée à un télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s). Les productions internes sont des projets produits et sous propriété d'un télédiffuseur canadien.

### 2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital, suivant une formule établie pour la composante télévision, et une contribution non remboursable pour la composante médias numériques.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au requérant par le télédiffuseur canadien. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la composante télévision et ne sont pas récupérables. La participation au capital est un investissement en espèces dans le projet, ce qui signifie que le FMC acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions du projet. La participation au capital est récupérable et assujettie à une structure de récupération standard non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FMC – voir l'annexe B).

La première contribution du FMC à la composante télévision prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion. Cette contribution peut représenter un maximum de 20 % des dépenses admissibles de la composante. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital, jusqu'à concurrence de 29 % des dépenses admissibles. Le FMC considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ est insuffisante pour un investissement en capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

## **2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE**

### **2.3.1 Participation du FMC**

Le FMC peut réajuster le niveau de sa contribution au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise en fonction de la qualité des projets et du nombre de demandes reçues jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifié ci-dessous.

#### **Contribution maximale**

Pour la composante télévision, la contribution maximale du FMC est de 49 % des dépenses admissibles (soit jusqu'à 20 % en suppléments de droits de diffusion et jusqu'à 29 % en participation au capital), ou 300 000 \$, soit le montant le moins élevé.

Dans le cas des coproductions en vertu d'accords officiels, la contribution maximale du FMC pour la composante télévision sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total de la composante télévision ou les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final de la composante télévision, telles qu'accréditées par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Pour la ou les composantes médias numériques, la contribution maximale est de 50 % des dépenses admissibles de la ou des composantes ou 200 000 \$, soit le montant le moins élevé. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex. un site Web, une application mobile et un jeu), la contribution maximale de 200 000 \$ s'applique à chaque composante admissible.

Les fonds alloués dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise ne peuvent être combinés avec des fonds provenant d'autres programmes du FMC, à l'exception de la Mesure incitative pour la production de langue anglaise.

### **2.3.2 Dépenses admissibles**

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production de chaque composante d'un projet admissible ou le rapport final de coûts, selon le cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. La participation du FMC est calculée sur la base des dépenses admissibles de chaque composante du projet. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur les devis du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition que cette augmentation ait été approuvée par le télédiffuseur qui contribue aux droits de diffusion admissibles du projet; elles excluent cependant de telles augmentations si celles-ci n'ont pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites à l'annexe B du présent document.

Les composantes télévision et médias numériques doivent avoir des devis distincts correspondant aux tâches particulières à réaliser pour chaque composante. Les sous-sections de la section 2.3.2 qui suivent portent expressément sur les composantes télévision et médias numériques, selon les indications.

### **2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées**

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC; et
- b) conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC/de Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux sections 3 et 4.

### **2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage**

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion en anglais au Canada ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur canadien de la première fenêtre de diffusion devront être, conformément aux exigences du FMC, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FMC exige que les coûts de doublage et de sous-titrage soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FMC ne participera pas, par l'entremise de ce programme, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

### **2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la publicité et à la mise en marché**

Les dépenses admissibles peuvent inclure des coûts de publicité engagés durant la production du projet (c'est-à-dire les photos de production, l'embauche d'un agent de publicité pour organiser des interviews), mais excluent tous les autres coûts de mise en marché.

### **2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques**

Les dépenses admissibles pour la ou les composantes médias numériques ne comprennent pas les dépenses principalement liées à la mise en marché et à la publicité.

Les dépenses admissibles peuvent inclure des frais d'entretien et d'amélioration prévus au devis portant sur une période pouvant aller jusqu'à 12 mois après le lancement de la ou des composantes médias numériques.

## **2.4 ÉVALUATION DU PROJET DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE SÉLECTION**

Les projets présentés dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise sont soumis à un processus de sélection.

Pour décider de l'attribution de son aide financière, le FMC utilise une grille d'évaluation qui assure la transparence du processus de sélection.

Le FMC n'acceptera pas de révision des éléments évalués d'un projet si cette révision a un effet négatif sur la pondération finale.

## Grille d'évaluation

Aux fins d'évaluation d'un projet en vertu des critères suivants, toutes les composantes d'un projet admissible seront prises en considération. Le FMC encourage les projets présentant une ou des composantes médias numériques riches et élaborées, selon la définition de la [section 3.2.MN](#).

Critères d'évaluation	Points	Remarques
<b>Éléments créatifs</b> <i>Feuille de route et vision de l'auteur ou du réalisateur</i> <i>Originalité et créativité du concept et de l'approche</i> <i>Innovation dans la forme</i> <i>Pertinence et répercussions sociales</i>	<b>40</b>	L'innovation dans la forme évalue le niveau d'interaction avec l'auditoire; s'il existe une composante médias numériques : interactivité, participation de l'utilisateur final
<b>Demande du marché</b> <i>Intérêt des marchés</i> <i>Plan de promotion et de mise en marché :</i> <i>Attrait pour le public cible</i>	<b>35</b>	Cette catégorie évalue l'intérêt des marchés autres que le marché de la télédiffusion (p. ex. les réseaux sociaux, la distribution cinématographique, le marché éducatif). Le plan de promotion et de mise en marché démontre l'utilisation de plateformes de distribution non traditionnelles ou traditionnelles (p. ex. potentiel en matière de longue traîne).
<b>Viabilité du projet</b> <i>Caractère innovateur du modèle de gestion</i> <i>Viabilité</i> <i>Stabilité financière</i>	<b>15</b>	La viabilité du projet évalue le devis et la structure financière. La stabilité financière du requérant est mesurée relativement à l'ampleur du projet.
<b>Équipe de production</b> <i>Antécédents et réalisations du producteur et de l'équipe de gestion de projet</i> <i>Antécédents et réalisations des équipes de création et technique</i>	<b>10</b>	
<b>Total</b>	<b>100</b>	



### 3. ADMISSIBILITE AU FINANCEMENT

---

#### 3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le requérant doit être :

- 1) Une société :
  - a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
  - b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*; et
  - c) dont le siège social est situé au Canada.

Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FMC peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- a) le requérant exerce ses activités au Canada;
- b) le requérant démontre une stabilité financière (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie); et
- c) la principale activité du requérant est la production interactive, télévisuelle ou cinématographique.

Les requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et l'exploitation du projet admissible ou de la (des) composante(s) du projet admissible. Les entités qui fournissent des services sans être propriétaires des droits applicables ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC.

Les télédiffuseurs et les sociétés de production affiliées à des télédiffuseurs ne sont pas des requérants admissibles dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise.

*Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout corequérant et/ou société mère, selon le cas.*

#### 3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un « projet admissible » en vertu du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise est un projet qui respecte tous les critères de la section 3.2 et de ses sous-sections.

Pour être admissible, un projet doit être un documentaire unique d'auteur ou à caractère créatif selon la définition fournie à l'annexe A des présents Principes directeurs, dont la langue de production originale est l'anglais.

*Remarque : Pour plus de précision, les projets admissibles doivent être uniques; nonobstant la définition des documentaires d'auteur ou à caractère créatif fournie à l'annexe A des présents Principes directeurs, les miniséries ne sont pas admissibles à ce programme. Les longs métrages documentaires sont admissibles à ce programme.*

Pour être admissible, un projet doit être convergent. Selon la définition du FMC, un projet convergent doit comporter :

- 1) Une composante télévision diffusée par :
    - a) Un ou des télédiffuseurs traditionnels à heures fixes titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC; ou
    - b) Un ou des services de vidéo sur demande (VSD) titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC;
- et

2) L'un ou la totalité des moyens suivants :

- a) une ou des composantes médias numériques;
- b) la composante télévision diffusée auprès du public canadien par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de vidéo sur demande titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC;
- c) a composante télévision diffusée auprès du public canadien par une société canadienne par l'intermédiaire d'une diffusion numérique non simultanée.

Dans le paragraphe 2)c ci-dessus, le terme « canadienne » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 1106(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada; le terme « non simultanée » signifie non simultanée avec la diffusion télévisée; et « diffusion numérique » a le sens de toute diffusion électronique au moyen d'un réseau numérique à un utilisateur final, y compris par VSD en ligne, téléchargement numérique, revente électronique, location numérique et distribution sans fil ou mobile, plus précisément, cela ne comprend pas la distribution de médias physiques, notamment la location/vente de DVD par commande postale.

Une composante télévision diffusée par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de VSD titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC ne peut, en soi, satisfaire simultanément aux exigences 1) et 2) figurant ci-dessus pour le même projet admissible. Lorsque la diffusion par VSD est invoquée à des fins d'admissibilité à titre de « projet convergent » auprès du FMC, les requérants doivent choisir si la VSD relève de l'exigence 1) ou de l'exigence 2) présentées ci-dessus.

Lorsqu'il existe une composante médias numériques, les composantes télévision et médias numériques doivent être associées l'une à l'autre et enrichir réciproquement l'expérience du spectateur/utilisateur. Les composantes télévision et médias numériques doivent faire l'objet d'une même demande de financement au FMC et toutes les composantes doivent être soumises simultanément.

## **3.2.TV La composante télévision**

### **3.2.TV.1 Exigences fondamentales**

Une composante télévision doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Le FMC peut déterminer à son entière discrétion si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales et son interprétation prévaudra.

- 1) a production s'adresse à un public canadien et est avant tout destinée à un auditoire canadien.
- 2) e projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC.
- 3) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
- 4) Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

#### **3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels**

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « Canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays coproducteur.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou de tout pays membre de l'Union européenne.

### **3.2.TV.2 Genres**

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, et variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC\* : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collecte de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

*Remarque : Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.*

### **3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens**

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société canadienne durant toutes les phases de la production, du développement du projet à la postproduction, et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés dès le début par une société canadienne;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital); toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet.

*Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder à une aide financière du FMC.*

### 3.2.TV.4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants:

- a) le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- b) si les émissions contiennent des narrations, des dialogues ou des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants;
- c) il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet;
- d) d'une manière générale, le FMC s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue/d'animation clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent; des exceptions pourraient être autorisées, par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis.

### 3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles

Les projets admissibles dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise ne sont pas tenus de respecter les exigences de la section 3.2.TV.5 au moment du dépôt de la demande; le FMC acceptera les demandes déposées avant la date limite qui ne sont pas accompagnées d'une entente de télédiffusion. Toutefois, les projets admissibles devront satisfaire aux exigences de la section 3.2.TV.5 et de toutes ses sous-sections d'ici le 6 décembre 2010. Pour de plus amples renseignements, consultez la section 5.

La composante télévision doit avoir des droits de diffusion admissibles répondant aux exigences-seuil applicables en matière de droits de diffusion (voir la [section 3.2.TV.5.1](#)).

Les droits de diffusion admissibles sont :

- a) des droits en espèces;
- b) acquittés par un télédiffuseur canadien;
- c) au requérant qui fait une demande au FMC;
- d) en échange du droit de diffusion canadien et/ou du droit de VSD canadien;
- e) ceux-ci étant accordés dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats courants ayant force obligatoire, c'est-à-dire une ou des ententes de télédiffusion.

Certains aspects des droits de diffusion admissibles sont décrits ci-dessous.

#### (a) Droits en espèces

Les droits en espèces doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à la juste valeur du marché et non récupérables. Les droits ne peuvent inclure des installations, des biens ou des services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits ne peuvent être réduits une fois que le FMC a conclu un contrat de financement de la production avec le requérant. Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations ou en versant d'autres droits, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FMC peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion; cette décision sera prise au cas par cas.

(b) Télédiffuseur canadien

Un télédiffuseur canadien décrit au paragraphe (b) ci-dessus est un télédiffuseur titulaire d'une licence de diffusion du CRTC; cette définition englobe les télédiffuseurs privés, publics, de télévision éducative, de télévision spécialisée, de télévision payante, ainsi que les entreprises de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet.

(d) Droit de diffusion et droit de VSD canadiens

Le droit de diffusion canadien est le droit du télédiffuseur canadien de diffuser la composante télévision du projet admissible sur la plateforme de diffusion traditionnelle au Canada dans la langue du télédiffuseur concerné, et ce, pour la durée maximale prévue. Le droit de VSD canadien est le droit de l'entreprise de vidéo sur demande titulaire d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet de diffuser la composante télévision du projet admissible au Canada par l'entremise d'un service de vidéo sur demande approuvé par le CRTC dans la langue de l'entreprise concernée, et ce, pour la durée maximale prévue. Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien doivent être identifiés et évalués indépendamment l'un de l'autre.

Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien ne peuvent inclure :

- i) des droits de diffusion ou de VSD pour des territoires situés en dehors du Canada;
- ii) d'autres droits (droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation en salles et hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne, de diffusion sur une plateforme mobile ou tout type de droits semblables) pour des territoires canadiens ou non canadiens;
- iii) des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération dans le cadre du projet admissible;
- iv) des droits d'une durée excédant la durée maximale prévue à la [section 3.2.TV.5.2](#) ci-dessous.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FMC – voir annexe B) affilié au télédiffuseur peut acquérir des droits autres que le droit de diffusion canadien ou le droit de VSD canadien à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Tous ces droits doivent être évalués et payés séparément.

(e) Durées et conditions de l'entente de télédiffusion

Une entente de télédiffusion :

- i) doit inclure un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser la composante télévision sous-titrée pour malentendants, aux heures de grande écoute, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production; si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés comme inadmissibles; le FMC étudiera les demandes de prolongation de ce délai au cas par cas; les « heures de grande écoute » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes décrites dans l'annexe A, ainsi que des émissions de vidéo sur demande; pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois, aux heures de grande écoute, débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur;

- ii) ne peut restreindre la capacité du requérant d'exploiter des droits de diffusion non canadiens, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec un télédiffuseur étranger, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison;
- iii) ne peut inclure l'acquisition de droits en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise ou de droits en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française, exception faite des canaux de télédiffusion bilingues; dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FMC le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue; la vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans l'autre langue;
- iv) ne peut conférer au télédiffuseur ou à l'entreprise de VSD un droit de dernier refus pour des droits autres que ceux des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé; autrement dit, un télédiffuseur ne peut faire l'acquisition d'un droit de dernier refus pour les créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission; les télédiffuseurs peuvent acquérir un droit de première négociation et/ou de dernier refus pour des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé;

### **3.2.TV.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion**

L'« exigence-seuil en matière de droits de diffusion » est le montant minimal qu'un ou des télédiffuseurs doivent consacrer à la composante télévision d'un projet pour que ce projet soit admissible à une aide du FMC. L'exigence-seuil en matière de droits de diffusion pour le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise est de 20 % des dépenses admissibles de la composante télévision.

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion du FMC sera calculée selon le plus élevé des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total, ou le niveau de la participation canadienne, tels qu'accrédités par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Tous les droits de diffusion admissibles utilisés aux fins des exigences-seuil en matière de droits de diffusion doivent servir au financement de la composante télévision.

### **3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion**

Le FMC déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (durée maximale). En vertu de ce programme, les durées maximales des périodes de diffusion avec ou sans exclusivité sont de six ans.

La durée de la licence débute à la date prévue au contrat négocié entre le requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1er septembre 2010 au 1er septembre 2015, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2010. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1er septembre 2010.

Les requérants continuent d'avoir la possibilité d'incorporer des droits de diffusion d'une durée plus longue que la durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la durée maximale sera utilisée dans les calculs du FMC, y compris pour l'évaluation des exigences-seuil en matière de droits de diffusion. Les licences qui commencent pendant la durée maximale, mais qui s'étendent au-delà seront réduites proportionnellement pour être conformes à la durée maximale permise pour chaque genre.

### 3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires

Tous les droits supplémentaires qu'un télédiffuseur canadien ou une entreprise de VSD canadienne choisit d'acquérir ou qui limitent considérablement la capacité du requérant d'exploiter le projet doivent être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien et du droit de VSD canadien, et l'un par rapport à l'autre. Plus précisément, le FMC reconnaît la catégorisation des droits qui suit, et ces droits doivent être évalués individuellement dans le cadre d'une entente de télédiffusion comprenant des droits de diffusion admissibles :

- i) La diffusion/distribution gratuite en ligne dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien sans frais sur Internet, soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande, et soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode.
- ii) La diffusion/distribution payante en ligne dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien moyennant des frais (par l'intermédiaire d'un achat à la pièce, d'un abonnement ou d'un autre système de paiement), soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande, et soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode. Plus précisément, cela ne comprend pas la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final (voir le paragraphe v ci-dessous).
- iii) La distribution mobile/sans fil dans le cadre de laquelle la composante télévision est accessible au public canadien à partir d'un appareil mobile ou sans fil par l'intermédiaire d'un fournisseur de services mobiles/sans fil, soit en direct, à des dates/heures fixées à l'avance ou sur demande. Plus précisément, cela fait référence aux contenus qu'un fournisseur de services de télécommunications mobiles/sans fil rend directement accessibles; cela n'inclut pas les contenus distribués sur Internet, que ceux-ci soient ou non visionnés sur un appareil mobile/sans fil. Cela ne comprend pas non plus la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final (voir le paragraphe v ci-dessous), que ce soit par l'intermédiaire d'un appareil mobile/sans fil ou d'un fournisseur de services de télécommunications mobiles/sans fil.
- iv) Les droits sur le contenu numérique original tels que le droit de produire et d'exploiter des contenus numériques interactifs ou linéaires dérivés de la composante télévision et diffusés auprès du public canadien par distribution numérique.
- v) La vente électronique et/ou la location numérique dans le cadre de laquelle une version électronique de la composante télévision est vendue ou louée par l'intermédiaire d'un système de distribution numérique afin d'être visionnée de manière répétée par un utilisateur final. Autrement dit, la distribution d'une version électronique afin qu'elle soit visionnée de manière répétée par un utilisateur final sera considérée comme un droit de vente électronique et/ou de location numérique, que ce soit sur Internet, par diffusion mobile/sans fil ou par toute autre forme de distribution numérique, et ce, sans égard à la plateforme ou à l'appareil.
- vi) La distribution sur DVD, Blu-Ray ou autre appareil vidéo compact de la composante télévision.
- vii) La distribution en salle de la composante télévision.
- viii) La distribution hors-salle de la composante télévision, dans les institutions d'enseignement ou auprès de compagnies aériennes, par exemple.
- ix) Les droits de merchandising et les droits dérivés tels que le droit de produire ou d'exploiter des produits, marchandises ou services dérivés de la composante télévision, ou le droit de produire et d'exploiter des formats basés sur la composante télévision. Plus précisément, cela ne comprend pas les droits numériques originaux décrits au paragraphe iv ci-haut.

Tout droit qui n'est pas englobé dans la liste des droits précités, qu'il existe ou soit élaboré à l'avenir, doit également être identifié et évalué séparément. Les télédiffuseurs et les producteurs sont libres de délimiter plus avant les droits distincts relevant de ces catégories ou s'y ajoutant; néanmoins, la liste ci-dessus représente le degré minimal d'évaluation des droits distincts inclus dans une entente de télédiffusion admissible.

Lorsque le FMC participe au capital de la composante télévision :

- 1) tous les droits supplémentaires acquis par un télédiffuseur canadien ou une entreprise de VSD canadienne doivent :
  - a) être exploités conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC, le télédiffuseur agissant en tant que distributeur dans le cadre de cette politique; ou pour les droits visés par les paragraphes i. à v. précédents seulement, le FMC peut envisager une entente de partage 50-50 du revenu brut entre le producteur et le télédiffuseur (ou une autre entente qui, de l'avis du FMC, n'est pas moins préférable que le partage 50-50 du revenu brut); ou
  - b) pour les droits visés par les paragraphes i. à iv. précédents seulement, être acquittés à leur juste valeur marchande et assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation exigeant du télédiffuseur ou de l'entreprise de VSD d'exploiter le(s) droit(s) dans les 12 mois suivant la première diffusion/première de la composante télévision, à défaut de quoi le ou les droits reviendront sans restriction au producteur;

et

- 2) pour tous les droits supplémentaires qui ne sont pas acquis par un télédiffuseur canadien ou une entreprise de VSD canadienne, l'entente de télédiffusion ne peut restreindre la capacité du requérant d'exploiter des droits supplémentaires pour plus de 12 mois à partir de la première diffusion/première de la composante télévision.

Le FMC mettra cette section en oeuvre de manière souple avec l'intention d'assurer la transparence dans le marché des droits et afin de maximiser le rendement du capital investi pour les projets dans lesquels le FMC participe au capital.

### **3.2.TV.6 Financement minimal d'une tierce partie**

Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier d'une tierce partie canadienne (c.-à-d. autre que le FMC et le requérant) représentant au moins 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision. Les partenaires financiers de tierce partie peuvent être, entre autres, des diffuseurs traditionnels ou numériques, des agences provinciales, des agences de financement publiques ou privées, ou encore des télédiffuseurs. Les droits de diffusion admissibles répondant aux exigences de la [section 3.2.TV.5](#) peuvent être inclus dans l'exigence de financement minimal d'une tierce partie.

### **3.2.MN Composantes médias numériques**

Une composante médias numériques doit être un projet audiovisuel, multimédia ou interactif présentant les caractéristiques suivantes :

- a) le projet est associé à la composante télévision financée par le FMC; et
- b) il est accessible au public canadien par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles.

Pour plus de clarté, le terme « composante médias numériques » tel qu'il apparaît dans les présents Principes directeurs décrit un contenu original distinct de la composante télévision.

Pour 2010-2011, le FMC reconnaît deux types de contenus médias numériques :

- 1) les contenus de base (p. ex. les applications « Web 1.0 » rudimentaires, les sites Web simples de type « brochure », ainsi que les contenus et applications analogues); et
- 2) les contenus riches et élaborés (p. ex. les applications « Web 2.0 » et ultérieures, les sites Web hautement immersifs ou interactifs, les applications/contenus mobiles ou les jeux vidéo, les contenus ou les applications présentant un contenu substantiel selon les normes actuelles de l'industrie - ou les surpassant -, ou encore les contenus/applications analogues).



Le volet convergent du FMC a pour intention de favoriser l'innovation dans la télédiffusion grâce à la création de contenus numériques riches et élaborés destinés à d'autres plateformes. Seul un contenu riche et élaboré est admissible à une aide financière telle qu'elle est décrite à la [section 2.3.1](#).

À l'exception de la section 3.2.MN.4, la section 3.2.MN et l'ensemble de ses sous-sections s'appliquent aux composantes médias numériques associées à une composante télévision financée par le FMC, que la ou les composantes médias numériques bénéficient ou non de l'aide financière du FMC.

### **3.2.MN.1 Contenu canadien**

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada et au moins 75 % des dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes; et
- c) son contenu est avant tout destiné à un auditoire canadien.

Les coproductions internationales peuvent être admissibles à condition qu'elles présentent un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable.

### **3.2.MN.2 Contenu non admissible**

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel, commercial, ou principalement promotionnel, les projets basés sur un programme d'études et les logiciels d'exploitation.

### **3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens**

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; et
- d) le requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet média numérique au Canada et à l'étranger, et il conserve un intérêt financier permanent dans le projet.

*Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC.*

### **3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur**

La composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal de la part d'un télédiffuseur canadien représentant 10 % des dépenses admissibles de la composante. Ce financement minimal doit se faire en espèces; il ne peut comprendre des installations, des biens ou des services, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un financement en espèces. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex. un site Web, une application mobile et un jeu), le financement minimal de 10 % s'applique à chaque composante admissible.

### 3.2.MN.5 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être accessible au public canadien de manière significative; la portée particulière du terme « significative » dépendra de la nature du projet et de son plan de distribution; le FMC déterminera cette portée au cas par cas, mais, en règle générale, en l'absence d'un plan de distribution/d'exploitation acceptable indiquant le contraire, le FMC considère que le projet devra être accessible au public canadien durant au moins trois mois, simultanément à la composante télévision associée;
- b) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit.
- c) doit, lorsqu'elle bénéficie de l'aide financière du FMC, se composer d'un nouveau contenu. Le FMC ne financera pas une composante médias numériques déjà existante.

## **4. CONFORMITE ET DECLARATIONS**

---

### **4.1 PRÉSENTATION DES DOCUMENTS**

Le requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le requérant.

### **4.2 NON-CONFORMITÉ AUX PRINCIPES DIRECTEURS**

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

### **4.3 FAUSSE DÉCLARATION**

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du requérant peut devenir inadmissible à un financement;
- les productions ultérieures du requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance; ou
- le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

## 5. PRESENTATION DES DEMANDES

---

### Date limite de dépôt des demandes

7 juin 2010

### Date limite de dépôt des demandes

*La date limite est l'échéance pour le dépôt des demandes présentées dans le cadre du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise. Les projets ne sont pas tenus de répondre aux exigences de la [section 3.2.TV.5](#) (c.-à-d. être assortis d'une entente de télédiffusion confirmée comportant des droits de diffusion admissibles conformes à l'exigence-seuil en la matière) à la date limite de dépôt des demandes, mais doivent respecter les modalités de la [section 3.2.TV.6](#) au moment du dépôt de la demande. Sur dépôt des demandes, le FMC décidera de l'attribution de son aide financière en se basant sur l'ensemble des critères d'admissibilité pertinents et sur la grille d'évaluation présentée à la [section 2.4](#). En ce qui concerne les projets qui ne répondent pas aux exigences de la section 3.2.TV.5 au moment du dépôt de la demande, le FMC décidera de l'attribution de son aide financière de manière conditionnelle (en se basant sur l'ensemble des critères d'admissibilité pertinents et sur la grille d'évaluation); les demandes retenues au terme de cette étape auront jusqu'au 6 décembre 2010 pour conclure une entente de télédiffusion répondant aux exigences de la section 3.2.TV.5 et de toutes ses sous-sections. Le FMC ne conclura aucun contrat de financement avec le requérant et n'effectuera aucun paiement se rapportant au projet tant que celui-ci n'aura pas satisfait aux exigences de la section 3.2.TV.5.*

### Lieux de dépôt des demandes

L'Administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada administre le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise pour le compte du Fonds des médias du Canada. Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTéléfilm, à l'adresse [www.telefilm.gc.ca](http://www.telefilm.gc.ca). Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FMC à l'un des bureaux de l'administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada suivants :

#### MONTRÉAL

360, rue Saint-Jacques, 6e étage  
Montréal (Québec) H2Y 1P5  
Sans frais : 1-800-567-0890  
Téléphone : 514 283-6363  
Télécopieur : 514 283-8212

#### HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 400  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4  
Sans frais : 1-800-565-1773  
Téléphone : 902 426-8425  
Télécopieur : 902 426-4445

#### TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100  
Toronto (Ontario) M5T 2S6  
Sans frais : 1-800-463-4607  
Téléphone : 416 973-6436  
Télécopieur : 416 973-8606

#### VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5  
Sans frais : 1-800-663-7771  
Téléphone : 604 666-1566  
Télécopieur : 604 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement auprès du FMC, veuillez communiquer avec l'administrateur des programmes du FMC | Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations au sujet des politiques du FMC, veuillez communiquer avec le Fonds des médias du Canada au 1-877-975-0766 ou à [info@cmf-fmc.ca](mailto:info@cmf-fmc.ca).